

LA PRÉSENCE CHINOISE EN AFRIQUE EST-ELLE APPELÉE À DURER ?

Pierre Bermond, Antoine Daubet et Sylvain Gauthier

Editions Choiseul | « Géoeconomie »

2015/3 N° 75 | pages 139 à 158

ISSN 1620-9869

ISBN 9782362590603

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2015-3-page-139.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Choiseul.

© Editions Choiseul. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Pierre BERMOND,
Antoine DAUBET,
Sylvain GAUTHIER**

La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ?

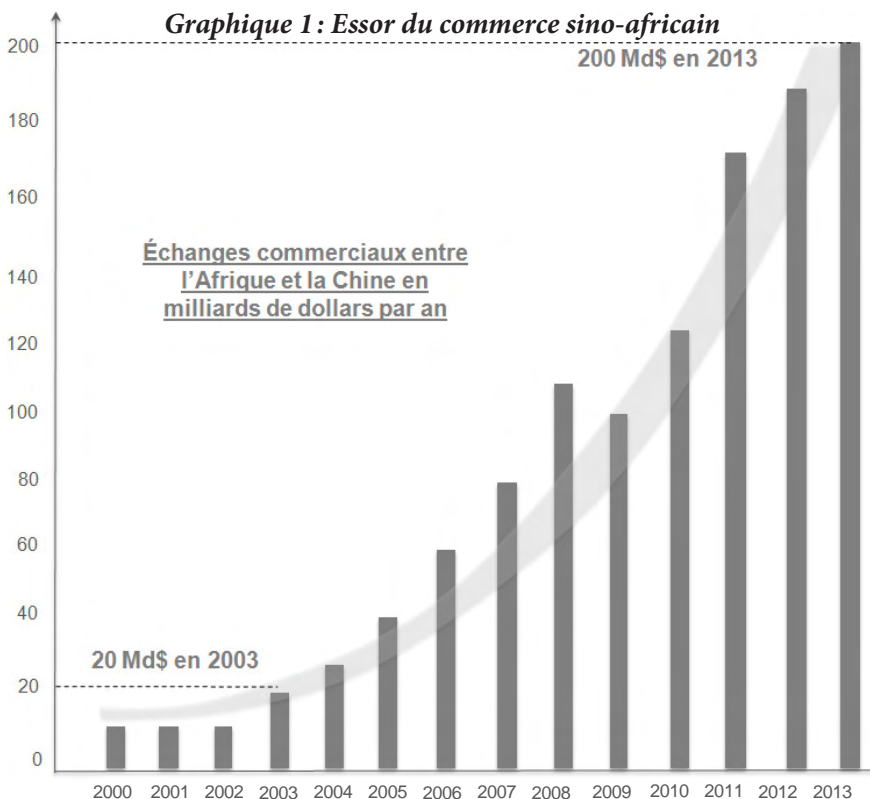
Pierre Bermond dirige la société financière EOS Allocations, Antoine Daubet est chercheur expert en économie industrielle à EDF R&D et Sylvain Gauthier développe des projets à Shanghai.

Une présence multiforme, parfois coûteuse, fondée sur une réussite commerciale majeure

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique a constitué l'un des piliers de la stratégie d'influence chinoise dans les négociations internationales. La présence de l'État chinois est attestée, dans la plupart des pays africains, depuis la vague d'indépendances des années 1960. Elle a contribué à lui permettre de remplacer Taïwan au Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais depuis quinze ans, les entrepreneurs succédant aux diplomates, les entreprises chinoises sont devenues vraiment actives en Afrique, avec la politique de *Go Abroad* initiée par Deng Xiao Ping dans les années 1970. En une douzaine d'années, le commerce sino-africain a été multiplié par vingt, de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 200 milliards en 2013 (cf. graphique 1). Il s'agit bien d'un flux bilatéral puisque, depuis 2012, la Chine est aussi la première destination des exportations africaines.

Son modèle commercial – l’achat de matières premières et la vente de biens d’équipement et de consommation à prix modéré – accélère indiscutablement le développement du continent.



Sources : Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, Standard Bank et Standard Chatered 2012, presse.

La situation émergente des pays d’Afrique s’est combinée, en ce début de XXI^e siècle, à la montée en puissance de la Chine, favorisant le développement d’une économie centrée sur l’échange de matières premières, alimentant la croissance chinoise, et la construction d’infrastructures, nécessaires au développement des pays africains. Dès 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial et le principal bailleur de fonds de l’Afrique. Les acteurs de ce développement sont bien sûr des entreprises, petites et grandes, publiques ou non, sans qu’il soit possible ou pertinent d’en dissocier l’intervention de l’État.

D'une part, dans ces économies en développement, bien qu'à des stades et à des rythmes différents, les relations entre État et appareil de production confèrent un rôle essentiel aux pouvoirs publics. D'autre part, le commerce sino-africain implique par nature la sphère publique dans la vie des affaires, compte tenu de la place importante qu'y occupent les contrats de construction d'infrastructures (routes, voies ferrées, barrages, hôpitaux, aéroports, etc.) et la cession massive de matières premières, notamment énergétiques : pétrole et gaz (Angola, Nigeria, Soudan); uranium au Niger, fer en Mauritanie, etc.. C'est sur ces secteurs de l'énergie et des infrastructures que ce papier se propose de centrer son analyse.

Enfin, si la complexité des relations Chine-Afrique ne se résume pas à un cadre institutionnel, si l'essor des entreprises chinoises sur le continent africain n'est pas une entreprise coordonnée des officiels chinois de hauts rang jusqu'à la signature des contrats comme l'ont mis en exergue de nombreux auteurs occidentaux mais surtout chinois¹, c'est bien entre chefs d'État qu'à l'origine tout s'est joué, sans relation profonde avec les tissus sociaux des différents pays d'Afrique, au prix parfois d'une sous-estimation du risque politique. Cette approche s'est d'ailleurs révélée coûteuse en Lybie, lors de l'attaque directe des intérêts chinois au début 2011 : 35 000 ressortissants sont évacués des sites détruits, et la compagnie d'assurance-pays Sinosure estime la perte à 18,8 milliards de dollars.

La nature de l'essor chinois sur le continent africain est dans cette combinaison inextricable d'intérêt national et de nombreux intérêts particuliers, dans cette conjonction d'un mouvement microéconomique désordonné et d'une ambition politique globale visant à sécuriser les approvisionnements énergétiques et miniers². Si le choix du pays est souvent l'apanage des entreprises (souvent semi-

1. E. Downs, « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », *China Security* Vol. 3, No. 3, été 2007.

2. D. Perreau, ancien directeur de l'AFD, cité dans *LAfrique est notre avenir*, rapport d'information au Sénat de MM. Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel, le 29 octobre 2013.

publiques), Pékin a bien facilité politiquement et financièrement l'essor des grandes entreprises chinoises en Afrique afin de sécuriser ses approvisionnements énergétiques³.

Une présence discutée mais non remise en cause

Devant cette progression rapide sont apparues de fréquentes questions sur les intentions de la Chine et sur le hiatus entre les déclarations d'amitié et les intérêts économiques réels. La Chine aide-t-elle vraiment le monde en développement à se frayer un chemin hors de la pauvreté, ou n'est-elle en fait qu'un donateur intéressé et peu scrupuleux? Des voix africaines – reprises à l'envi par les médias occidentaux – le soulignent aussi. Sanusi Lamido, gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, dénonçait, dans le *Financial Times* du 11 mars 2013, cette « vision romantique » masquant dans son mode opératoire « l'essence du colonialisme » : achat de matières premières, vente de produits manufacturés, trop rare transformation sur place. Ainsi s'effriteraient peu à peu les bonnes relations tissées pendant plus d'une décennie entre l'Afrique et la Chine, à mesure que, « doucement mais sûrement, les pays africains prennent conscience de ce risque de néocolonialisme⁴ ».

Un essor commercial spectaculaire qui masque des obstacles de plus en plus importants

En parallèle, les ressources naturelles africaines s'avèrent plus coûteuses que prévu. Afin d'alimenter sa croissance et sécuriser ses

3. D. Brautigam, *The Dragon's Gift: The real story of China in Africa*, Oxford University Press, UK, 2011 : « Is China a rogue donor, or is China helping the developing world pave a pathway out of poverty? ». Voir également les travaux du groupe de recherche China Africa Research Initiative de la John Hopkins University School of Advanced International Studies.

4. A. Alves, « China's Economic Statecraft and African Mineral Resources: Changing Modes of Engagement », *SAIIA Occasional paper*, n°131, janvier 2013.

approvisionnement, la Chine paie le prix fort pour y accéder. Son inconfortable situation de dernier arrivé ne lui laisse que des parts minoritaires dans les gisements pétroliers et miniers existants : les compagnies occidentales, peu enclines à les céder à bon prix, les monopolisent déjà. Par exemple, les quelques 400 groupes pétro-gaziers étrangers présents en Afrique détiennent 80 % des droits d'exploration sur les blocs pétroliers du continent. À ces difficultés, les États africains eux-mêmes ajoutent un surcoût, depuis la flambée des cours des années 2000, en cherchant à valoriser leur riche sous-sol par la révision des contrats miniers ou la hausse de la fiscalité.

Néanmoins, si aujourd'hui les relations Chine-Afrique se compliquent, leur essor ne se dément pas. C'est la nature de cette présence qui est appelée à évoluer, dans les conditions actuelles de ralentissement du rythme de croissance de la Chine. De plus, compte tenu de la fragilité de l'édifice bancaire et financier chinois, particulièrement mise en lumière ces derniers mois, rien ne garantit le pays contre un choc exogène et, *in fine*, la perte de son avantage financier en Afrique.

Une présence vouée à durer

La présence chinoise en Afrique répond à la fois à des impératifs nationaux à moyen et long terme et à de nombreux intérêts particuliers ; il est donc peu vraisemblable de la voir diminuer.

L'accès au continent africain offre de réelles opportunités d'affaires et répond à un intérêt stratégique national

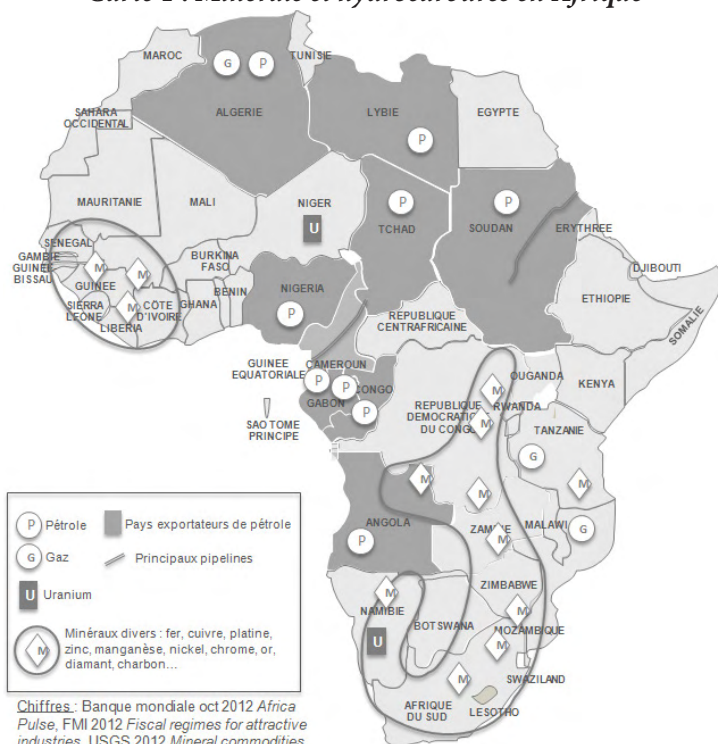
Une question de sécurité nationale à long terme

L'approvisionnement en matières premières et en énergie devient pour Pékin une question de sécurité nationale à long terme, un objectif stratégique au-dessus de toute autre considération. L'impressionnant essor économique chinois de ces quinze dernières

années implique un inextinguible appétit en ressources naturelles. La Chine est le premier consommateur mondial de minerai de fer, de charbon vapeur, de graphite, d'aluminium, de zinc, de cuivre et de nickel, et depuis 2013, de pétrole.

Or le continent africain pourrait tout entier être qualifié de « scandale géologique⁵ ». Le pétrole brut africain, extrait dans dix pays du continent, représente quelque 20% des approvisionnements chinois, mais il s'agit de 2/3 des importations chinoises d'Afrique, soit 40 milliards de dollars sur 63 en 2012. Les minerais de fer, cuivre et platine en représentaient 16 %, soit 10 milliards. Le solde se composait d'autres minéraux (diamant, cobalt, etc.), métaux (chrome, bauxite, etc.) et ressources fossiles (gaz, charbon, etc.).

Carte 1 : Minerais et hydrocarbures en Afrique



5. Le géologue belge Jules Cornet, mort en 1929, avait qualifié de « scandale géologique » la région du Haut Katanga (Congo), où il avait effectué des prospections et découvert la multiplicité et la richesse des minerais qu'on y trouve.

La Chine a une vision à long terme de l'Afrique

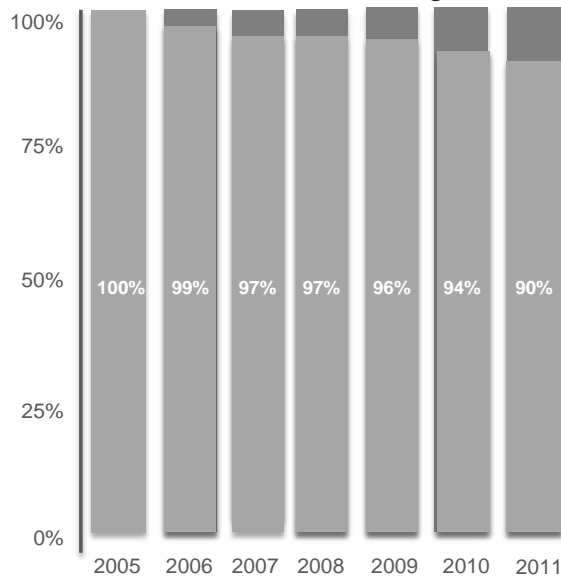
En décembre 2005, le gouvernement chinois publie son Livre blanc sur «la politique africaine de la Chine», dont il ressort une stratégie claire, mise en œuvre à travers des actions planifiées: remises de dettes, assistance technique, engagements sur le tourisme et l'investissement, etc. À terme, l'ambition affichée est de créer une zone de libre-échange sino-africaine. Cette volonté de dialogue entre États, inscrite dans la durée, dépasse la simple logique de marché des entreprises occidentales.

Pour cela, la Chine fait jouer les synergies entre l'État, les entreprises et les diasporas, mal décomptées mais estimées entre 500 000 et un million d'habitants à travers les 54 pays d'Afrique. Ce recensement incertain constitue en lui-même le signe que les flux humains sont mal contrôlés par Pékin. Il reste que les firmes chinoises sont soutenues par les relations bilatérales au sommet des États, et que Pékin soutient leur succès commercial, tant par la voie diplomatique que par son contrôle des banques et du financement. Ce sont les entreprises sous tutelle centrale qui déploient le plus gros des efforts d'investissement⁶. Ceci est d'autant plus vrai dans le cas de l'Afrique par rapport à d'autres régions⁷. Le rôle moteur de l'État, même s'il a été minimisé par de nombreux auteurs (cf supra), ne peut être occulté, surtout dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures.

6. T. Pairault, «Les entreprises chinoises sous la tutelle directe du gouvernement illustrées par leur investissement en Afrique», *Revue de la régulation*, n°13, printemps 2013. [Http://regulation.revues.org/10195](http://regulation.revues.org/10195). Voir également l'ensemble de ses travaux dans le cadre du séminaire «Présences chinoises en Afrique» de l'EHESS.

7. C. Alden, D. Large, et R. Soares de Oliveira, «China Returns to Africa: Anatomy of an Expansive Engagement», *Working Paper* 51/2008.

Graphique 2 : Part des entreprises sous tutelle centrale dans les grands investissements à l'étranger



Chiffres : MOFCOM, The Beijing Axis Analysis

Pour la Chine, l'Afrique constitue un investissement raisonné, un pari sur l'avenir

Elle en a besoin aujourd'hui, et elle aura encore davantage besoin de l'Afrique de demain, qui devrait devenir l'un des pôles de croissance mondiale les plus dynamiques. Pour le Fonds monétaire international, la région devrait à terme dépasser l'Asie en tant que région la plus dynamique du monde, à force d'investissement en infrastructures et en capacités de production, à force de consommation. Le Sierra Leone, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Liberia, l'Ethiopie, le Burkina Faso et le Rwanda comptaient déjà en 2012 parmi les plus fortes croissances mondiales. En 2013, cinq pays africains (Sud Soudan, Lybie, Sierra Leone, Gambie et Mozambique) figuraient parmi les dix premiers pays ayant connu la plus forte croissance.

Une présence qui dépasse la seule volonté politique : des acteurs chinois de plus en plus nombreux y ont leurs propres intérêts

D'abord, cette présence ne saurait se réduire à une politique. Comme le souligne Antoine Kernén⁸, la politique chinoise en Afrique ne peut se résumer à la volonté d'un État monolithique. Cependant, notre analyse se centre sur les entreprises qui restent dépendantes de l'État et dont les projets sont essentiellement financés par les banques d'État, en particulier la China Exim Bank et le China Development Bank. Comme le met également en exergue Antoine Kernén, c'est bien ce financement qui demeure le lien fondamental de la relation des entreprises à l'État.

Par ailleurs, les mouvements de migrants et commerçants se sont combinés à une ambition d'État. Encouragés par la *Go Global policy*, ils ont fait la force de la progression chinoise sur le continent africain ces vingt dernières années. Or ces mouvements de population ne sont qu'en partie la conséquence d'incitations politiques. Entre 500 000 et 1 million de Chinois sont expatriés en Afrique, soit sept fois plus que les Français. Le rythme de croissance de ces communautés est comparable à celui des échanges commerciaux.

Les entreprises chinoises sont notamment prédominantes sur le marché de la construction d'infrastructures, enjeu clé de développement du continent africain. Le transport y est en effet trois fois plus long qu'en Asie et, pour la route, trois à quatre fois plus cher qu'aux États-Unis. Ses infrastructures déficientes coûteraient au continent quelque 2 % de croissance par an.

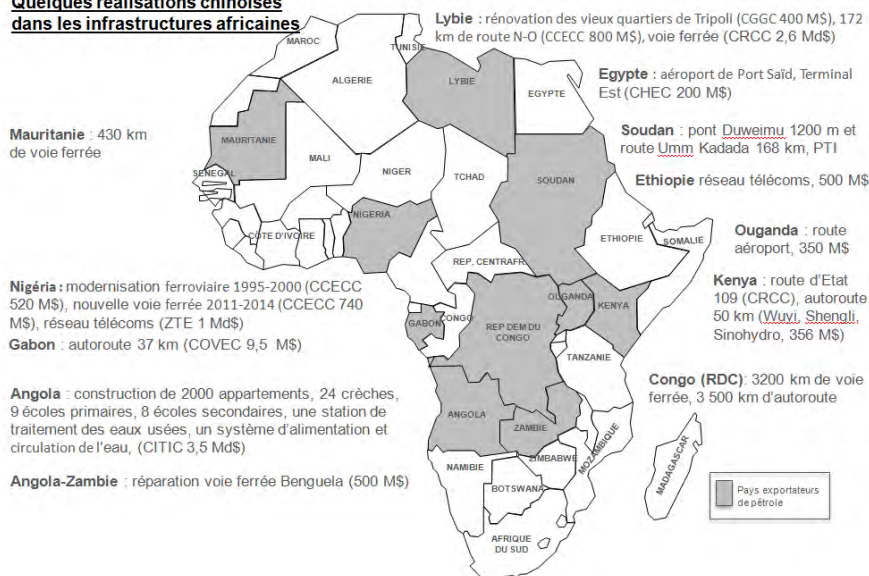
Or la Chine s'est imposée en moins de 10 ans dans les infrastructures africaines. De 10 % en 2002, elle atteint depuis 2008 près de 40 % d'un marché qui, entretemps, a quadruplé. En effet, l'Afrique d'aujourd'hui est en travaux : les contrats internationaux

8. A. Kernén, « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », *Politique africaine*, 2014/2 N° 134, p. 5-19.

d'infrastructures dépassaient 60 milliards de dollars en 2012, selon *Engineering News Record* (cf. carte 2). Et sur les dix premiers acteurs, représentant 24 milliards de dollars, cinq étaient chinois.

Carte 2 : Un continent en travaux

Quelques réalisations chinoises dans les infrastructures africaines



Sources: Africa Pulse, Banque mondiale, octobre 2012; Fiscal regimes for attractive industries, FMI, 2012; Mineral commodities, USGS, 2012; réalisation par les auteurs.

En effet, peu de firmes au monde ont l'expérience de CCECC (China Civil Engineering Construction Co), de CCC (China Communications Construction Company) ou de CSCEC (China State Construction Engineering Corp). La Chine est l'un des leaders mondiaux de la construction de routes, ports, voies ferrées, réseaux d'électricité ou de télécommunications. Son secteur domestique s'accroît de 20 % par an depuis 15 ans, produisant de considérables économies d'échelle et effets d'apprentissage.

À l'inverse, pour les groupes chinois, la construction d'infrastructures en Afrique représente un marché considérable: ils y obtiennent 39 % de leurs contrats internationaux, soit 23,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Dans le secteur de l'hydroélectricité par exemple, les entreprises chinoises construisent 80 % des barrages en cours. Or le groupe Sinohydro, de loin le plus actif, réalise sur le

continent africain 47 % de son chiffre d'affaires hors Chine, selon les chiffres présentés sur son site Internet.

Une présence condamnée à évoluer

La présence chinoise en Afrique est condamnée à évoluer, vers une plus grande rationalisation des investissements et une prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux

Les efforts d'acceptabilité des acteurs chinois en Afrique

Les accusations et mouvements de protestations menacent les investissements chinois en Afrique, Beijing est contraint d'adapter son discours et sa stratégie. L'Afrique a besoin de la Chine pour le développement de ses infrastructures. L'absence de conditionnalités sociales et environnementales permet de réduire les coûts des projets et donne donc un avantage compétitif aux acteurs chinois. Nouvel entrant en Afrique dans les années 2000, la Chine a désormais un bilan. Les accusations de néo-colonialisme, les mouvements de protestations voire de fermetures d'infrastructures portent atteinte aux intérêts chinois dans la région. Les acteurs chinois se trouvent confrontés à un risque nouveau. Investisseur pragmatique, la Chine est contrainte d'adapter son modèle et sa stratégie de développement en Afrique.

Les acteurs chinois prennent peu à peu la mesure des questions sociales et environnementales, et ils engagent des réformes sous l'impulsion de Beijing. Les différentes institutions chinoises ont déjà entrepris de modifier leurs discours. Pour promouvoir le respect des règles sociales et environnementales, Beijing a publié des directives sur les droits des travailleurs, les relations avec les communautés

locales et les impacts environnementaux dans son projet « government-to-government » en Afrique ⁹.

Le MOFCOM (ministère du Commerce chinois) publiait dès 2006 des recommandations pour pousser les sociétés chinoises à améliorer la sécurité de leurs employés, respecter les règles locales et adapter les standards internationaux environnementaux pour les projets à l'étranger. En janvier 2008, la SACAC, l'organe d'État chargé de superviser et de valider les investissements à l'étranger, a publié un *Corporate Social Responsibility* pour plus de 150 sociétés d'État dont les trois multinationales du pétrole opérant à l'international SINOPEC, CNOCC et CNPC. En avril 2013, les ministères de la Protection de l'environnement et du Commerce ont publié un *Guidelines for Environmental Protection in Foreign Investment and Cooperation*, proche des standards adoptés par l'OCDE¹⁰.

Dans la lignée des discours de Hu Jintao, Xi JiPing en appelle à une présence plus soutenable en Afrique. Depuis sa prise de fonction, le nouveau président chinois a lancé un vaste chantier de réformes intérieures. Plus que les discours et les promesses, c'est la transformation intérieure opérée par la Chine qui peut modifier son engagement économique avec le reste du monde, dont l'Afrique.

9. C. Alden, A.C. Alves, *China and Africa's Natural Resources: The Challenges and Implications for Development and Governance*, South African Institute of International Affairs, Univ. of Witwatersrand, Afrique du Sud, 2009; P. Bosshard P 2008, « China's environmental footprint in Africa », in *China in Africa*, n°3, avril 2008.

10. Note du ministère du Commerce et du ministère de la Protection de l'environnement, *Issuing the Guidelines for Environmental Protection in Foreign Investment and Cooperation*, 18 février 2013.

L'impact des changements intérieurs sur la présence chinoise en Afrique

Un vent de réformes souffle sur la Chine pour des « règles de marché justes, ouvertes et transparentes »

Promu en novembre 2012 comme leader du Parti communiste, Xi JiPing a depuis fortement consolidé son leadership et semble engager le pays dans un élan de réforme sans précédent sur les vingt dernières années. Lors du troisième Plénum de novembre 2013, l'administration a confirmé sa volonté de donner un rôle plus important au marché dans l'allocation des ressources, de simplifier les procédures administratives en faveur du secteur privé et de réformer les entreprises d'État. L'État a décidé de « laisser faire le marché », il ne viendra pas au secours des entreprises (PME) en faillite, il renforcera les financements dans la justice pour lui donner les moyens de résister aux pressions locales, et rééquilibrera les règles en faveur des entreprises privées. Plus surprenant, c'est la vitesse à laquelle Xi JiPing et son Premier ministre Li Keqiang veulent imposer leurs réformes. L'organe consultatif politique national annonce le 18 février 2014 que presque toutes les propositions soumises lors du troisième Plénum ont été traitées et qu'un grand nombre de réformes sont déjà mises en application. La tâche de Xi JiPing est immense, il bouscule des politiciens « enracinés, bureaucratiques et intéressés ».

La « tolérance zéro » face à la corruption pour une gouvernance plus rationnelle et plus efficace

La lutte contre la corruption est depuis longtemps annoncée comme la priorité du Parti communiste. Ce qui change, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi JiPing, c'est l'efficacité des moyens mis en œuvre et les premiers résultats, visibles en 2013 et 2014. La mise en place de la politique *Go after Flies and Tigers* se traduit en chiffres sur des produits associés aux pratiques de corruption : le ralentissement de la croissance des ventes de l'alcool de riz de luxe

ou la diminution des ventes de produits de luxe. L'appareil d'État est touché. Les victimes sont nombreuses, et dans certains cas spectaculaires: Bo Xilai, membre du *Politburo* et gouverneur de Chongqing et Liu Zhijun, le ministre des Chemins de fer. Un climat de peur règne dans l'appareil d'État, au sommet comme en province: 108 000 officiels auraient été mis en cause sur l'année 2013 selon les médias publics.

Pour de nombreux dirigeants de sociétés d'État, la *Go Global policy*, et donc les relations commerciales avec l'Afrique, ont représenté un moyen de s'enrichir à l'abri de tout contrôle. Beaucoup d'entreprises investissent en Afrique à partir de paradis fiscaux favorisant l'opacité des transactions. La «tolérance zéro» devrait permettre une plus grande transparence et une plus grande efficacité dans la gouvernance des sociétés d'État, notamment dans leurs activités africaines.

Les changements endogènes impliquent un investissement chinois plus rationnel, moins risqué, et la recherche de profitabilité

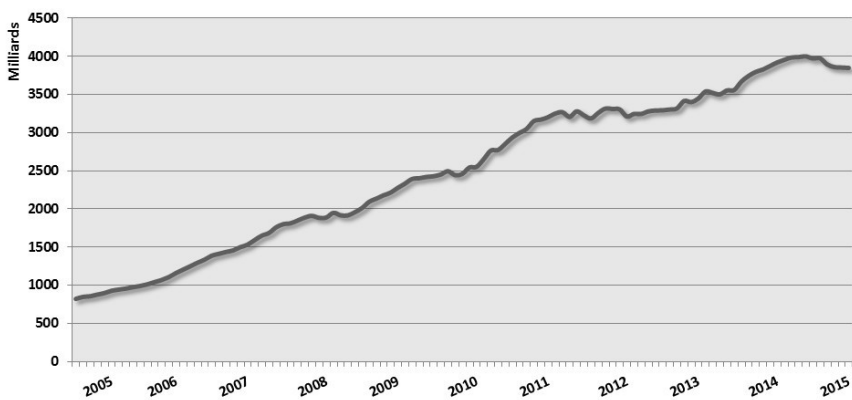
Les réformes intérieures devraient modifier la nature et le comportement des acteurs chinois. La présence plus importante des acteurs privés (55 % des investissements en Afrique selon un rapport 2013 de la Banque mondiale) va dans le sens d'un rôle plus important des marchés et de la libre concurrence. Pour les sociétés d'État, la recherche de profits devient peu à peu le critère prédominant des décisions d'investissement avec comme conséquence directe une plus grande aversion au risque de ces acteurs. L'Afrique devient un laboratoire pour le développement à l'international, l'antichambre pour se développer sur des marchés plus contraignants.

Mais la Chine est aussi à la merci de menaces exogènes en Afrique: l'arrivée d'acteurs nouveaux tels que le Brésil, l'Inde ou la Corée du Sud oblige la Chine à adapter sa stratégie, à devenir plus efficace, à capitaliser son savoir-faire à l'international et à être plus compétitive. Le seul atout financier ne saurait à terme suffire, surtout que l'édifice financier chinois subit de violentes turbulences.

Son modèle de développement en Afrique reste à la merci d'une crise financière

Dans sa conquête du continent africain, une des armes principales de la Chine reste le financement, surtout depuis que la crise financière de 2008 a mis à genoux les bailleurs de fonds occidentaux. Les réserves de change chinoises, les plus importantes au monde, ont atteint un pic proche de 4000 milliards de dollars (publication PBOC, avril 2014) mais ont légèrement reflué depuis (graphique 3). Elles sont investies en bons du Trésor américains pour pratiquement un tiers. C'est en bonne partie grâce à cette manne financière, *via* les banques semi étatiques, que la Chine a financé tant de projets d'infrastructures en Afrique ces dernières années.

Graphique 3 : Réserves de change chinoises



Source : People's Bank of China

C'est par l'EximBank que passe, pour une large part, le financement de projets en Afrique. Banque de l'import-export, elle dépend du gouvernement chinois et réfère directement au Conseil d'État. Son but est de promouvoir le commerce entre la Chine et ses partenaires. L'EximBank se concentre sur des prêts pour les projets d'infrastructures (92 % pour la période 2001-2007¹¹). Selon

11. V. Foster et al., *Building Bridges: China's Growing Role as an Infrastructure Financier in Sub-Saharan Africa*, Washington, World Bank, 2008.

l'agence de notation Fitch, l'Afrique est le principal bénéficiaire de ce financement, avec 45 % des prêts concessionnels ou préférentiels accordés par EximBank à travers le monde. L'agence note que sur la période 2001-2010, les prêts de l'EximBank aux projets africains ont dépassé ceux de la Banque mondiale avec respectivement 67,2 et 54,7 milliards de dollars.

Actuellement, le financement chinois des projets d'infrastructure en Afrique est d'autant plus efficace qu'il repose sur l'alignement des intérêts des acteurs en présence. En finançant ces projets, l'EximBank et la Banque de développement chinoise accroissent leur portefeuille de prêts et grandissent en tant que banques internationalement reconnues. L'État chinois diversifie ses investissements, sort de sa dépendance aux obligations américaines et sécurise ses approvisionnements en matières premières. Les entreprises chinoises profitent directement ou indirectement du financement et gagnent des parts de marché à l'international. De leur côté, les entreprises ou États africains trouvent des sources de financement abondantes et bon marché.

Mais le modèle chinois évolue, passant d'une économie d'exportation à une économie de consommation. Fin 2014, l'investissement en bons du Trésor américain rapporte environ 2 %, soit un taux très bas. De plus, l'élite chinoise perçoit ces investissements des réserves de change en obligations étrangères comme un facteur de vulnérabilité¹². Rien d'étonnant, dès lors, de voir la Chine chercher une diversification et accepter en Afrique des taux de rendement qui pouvaient paraître inacceptables pour les banques occidentales. Cependant, la donne pourrait changer. Le passage d'un modèle économique centré sur les exportations à un modèle tourné vers la consommation interne devrait largement réduire l'excédent commercial chinois – plus d'importations, moins d'exportations – et

12. R. Bourgeot, « Economie chinoise - Pékin est-il armé pour gagner la guerre ? », *Diplomatie, Les grands dossiers*, n°24, décembre 2014-janvier 2015.

in fine les réserves de change. Une autre source de croissance des réserves de change est l'achat de dollars par la banque centrale afin de maintenir l'ancrage de la monnaie chinoise au dollar. La forte montée du dollar depuis l'été 2014 fait progresser mécaniquement le yuan contre les autres monnaies (exception faite du dollar US) écornant la compétitivité chinoise. Afin de limiter cet effet, la banque centrale chinoise a réduit ses interventions au dernier trimestre 2014 sur les marchés de change réduisant *de facto* la croissance des réserves de change (cf. graphique 3). À terme, cette source de financement des banques semi-étatiques apparemment inépuisable pourrait donc se tarir, freinant la progression des entreprises chinoises en Afrique.

À court terme, le surendettement et les phénomènes de *Shadow Banking* confrontent la Chine à des problèmes financiers majeurs. Certes, la baisse de la force de frappe des réserves de change chinoises reste hypothétique à ce stade, l'excédent commercial chinois atteignant un record à 60 milliards de dollars en janvier 2015. En revanche, la faiblesse du système financier est bien réelle. Après la crise économique et financière de 2008-2009, la Chine a dopé sa croissance à coups d'endettement, notamment *via* des grands projets d'infrastructures de la part des gouvernements locaux. Cette fuite en avant donne le vertige. Ainsi sur le premier trimestre 2013, le crédit mondial a augmenté de 1 500 milliards de dollars, dont 1 000 milliards provenant de la Chine. Fin 2014, la croissance du crédit en Chine était toujours trois fois supérieure à celle du PIB.

Certes, la dette publique ramenée au PIB (43 % en 2012) demeure faible au vu des standards occidentaux. Cependant, il faut y ajouter l'endettement des entreprises, des consommateurs, des banques et surtout des acteurs non officiels. Le chiffre est alors proche de 200 %, selon les estimations : pour la banque d'investissement JP Morgan, le ratio s'établissait légèrement en-dessous de 200 % en 2012, tandis qu'UBS le situait à 210 %. Au-delà

du chiffre, c'est bien la croissance de la dette qui pose problème : elle a augmenté de 50 % entre 2008 et 2012. Le secteur immobilier et son financement sont particulièrement faibles comme le laisse entrevoir le défaut sur paiement de coupon du promoteur immobilier Kaisa group (chiffre d'affaires proche de 3 milliards de dollars en 2013) en janvier 2015.

L'endettement des gouvernements locaux chinois devient difficile à soutenir. Fin décembre 2013, le gouvernement publie les résultats d'un audit sur leur dette. Avec 17 900 milliards de yuans (2 150 milliards d'euros), elle est en hausse de 70 % par rapport à l'audit de 2010 (+58 % à périmètre constant). Le gouvernement semble confiant, mais les taux de rendement demandés sur la dette chinoise augmentent : les marchés se souviennent de la fuite en avant du Japon des années 1980 ou de l'Asie émergente des années 1990. Beijing prend le risque au sérieux : Xi Jinping a prévenu en 2013 que la performance des officiels des gouvernements locaux serait jugée sur leur capacité à contrôler la dette.

Une autre source de préoccupation provient du développement accéléré en Chine d'un système de financement informel (*Shadow Banking*) allant des prêteurs sur gage aux trusts, en passant par le crédit entre amis. Or faire de la banque sans être une banque, donc en échappant à toute régulation, comporte des risques importants. Ce phénomène, incontrôlé, est par définition très difficile à quantifier. Cependant, l'agence Moody's mettait en garde en 2013 contre une hausse estimée à 67 % en un an du crédit informel chinois. Il faut toutefois relativiser puisque le *Shadow Banking* n'est pas que l'apanage de la Chine. L'Empire du Milieu n'est que troisième en termes de système de financement informel derrière les États-Unis et le Royaume-Uni. Ce qui inquiète, c'est bien la croissance de ce type de crédit en Chine.

Bien plus quantifiable est la perte de confiance des banques entre elles. Après une première alerte en juin 2013, les taux interbancaires chinois ont plus que doublé mi-décembre 2013 pour approcher

les plus hauts de juin (10,77% sur le taux hebdomadaire). Les établissements financiers commencent donc à ne plus se faire confiance et peinent à lever du cash.

Endettement des gouvernements locaux, *Shadow Banking*, marchés interbancaires stressés, le système financier chinois est un véritable colosse aux pieds d'argile qui fait craindre un « moment Minsky », terme employé en 1998 par Paul Mc Culley de PIMCO pour décrire les crises russes et asiatiques. Un « moment Minsky », du nom de l'économiste Hyman Minsky, est un soudain effondrement de la valeur des actifs à la suite d'une croissance trop forte et prolongée du crédit. La puissance financière qui a permis, *via* un financement facilité, de conquérir des marchés en Afrique est donc dans une situation précaire. L'avenir est loin d'être assuré. Si la Chine veut continuer son essor en Afrique, elle devra sûrement trouver un autre moteur que le « dumping financier » qui a fait son succès depuis des années.

Conclusion

Il ne fait aucun doute que le continent africain joue un rôle important dans le développement chinois. Il constitue d'abord l'une des clés de sa stratégie de sécurisation énergétique, en lui fournissant des matières premières et des énergies fossiles. Il représente également l'un des grands relais de croissance, pour une économie en mutation vers un modèle de développement plus avancé, et dont certains secteurs de l'industrie lourde trouveront moins de débouchés domestiques dans les années à venir. Dès lors, on peut à bon droit se demander si la présence chinoise en Afrique est appelée à durer, en tout cas à ce rythme.

Certes, il n'est nullement exclu que Pékin revienne un jour sur la « politique africaine de la Chine », pour des raisons internationales de réallocation des ressources ou pour soutenir une croissance intérieure ralentie. Une moindre intensité des relations

diplomatiques diminueraient les opportunités des entreprises, par ailleurs moins soutenues par une China EximBank accordant ses financements au gré de la politique décidée par le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, il demeure improbable que les entreprises privées ayant réalisé des investissements n'en retirent pas les profits. Quant aux entreprises chinoises dont le capital est la propriété de l'État, dans tous les secteurs économiques, en particulier celui des infrastructures, il est également peu vraisemblable qu'elles n'aient pas leur mot à dire sur leur propre stratégie, et qu'elles renoncent à une implantation profitable et, en général, appréciée par les clients africains. C'est pourquoi, selon le ministère du Commerce chinois et la plus grande banque d'Afrique, la Standard Chartered, cet essor économique chinois sur le continent ne devrait pas faiblir, le commerce sino-africain devant passer de 200 milliards de dollars en 2012 à 385 milliards en 2015.

RÉSUMÉ

Malgré un essor spectaculaire des échanges sino-africains, la Chine rencontre de plus en de difficultés en Afrique. Pourtant, si elle est contestée, la présence chinoise n'est pas amenée à diminuer. Les impératifs nationaux, au premier rang desquels on trouve l'approvisionnement en matières premières et les intérêts particuliers, sont trop puissants. Elle est en revanche amenée à évoluer tant par des facteurs endogènes (réformes en Chine) qu'exogènes. La principale menace reste le fragile système financier chinois qui était jusqu'ici une arme redoutable de conquête du marché africain.

ABSTRACT

Despite spectacular growth of Sino-African trade, China encounters more difficulties in Africa. Even if it is challenged, the Chinese presence is not set to decrease. National imperatives, the supply of commodities being on top of the agenda, as well as specific interests are too powerful. Instead, it is set to change due to both endogenous factors (reforms in China) and exogenous ones. The main threat is China's shaky financial system that was previously a sharp weapon to conquer the African market